

« Ce pouvoir violent fait peur aux gens »

MANIFESTATION Mercredi, un peu plus de 60 personnes ont manifesté contre la dissolution des Soulèvements de la Terre et pour exiger la libération des 15 personnes arrêtées la veille par la sous-direction antiterroriste (SDAT).

Ils sont unanimes à le dire : « Ce pouvoir bascule dans la violence, car il s'agit de faire peur aux gens pour les empêcher de sortir et d'exprimer leur opposition. On ne dissout pas un mouvement qui n'existe pas administrativement, explique Aurélien Mourier, de Préaux, porte-parole de la Confédération paysanne 07. »

CONTRE LA DISSOLUTION

« C'est une opération de communication du pouvoir, car ce collectif n'est même pas inscrit au Journal officiel. Je pense que si la répression est si forte, c'est que ce pouvoir sait que le peuple se réveille peu à peu. »



Aurélien Mourier, porte-parole de la Confédération paysanne de l'Ardèche, et les manifestants se sont associés à la peine des proches du jeune Nahel. Photo: Jean-Marc Astorgue

« La méthode de ce pouvoir est de criminaliser la moindre opposition »

Mercredi 28 juin, c'est un tout autre monde agricole emmené par la Confédération paysanne, la CGT et de nombreux mouvements alternatifs partisans d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement et des êtres humains qui exprimait sa colère, place des Corde-

liers. Partout en France, des dizaines de milliers de personnes ont défilé contre le décret de dissolution du mouvement des Soulèvements de la Terre, pris par Gérald Darmanin, pour la libération des 15 militants arrêtés mardi 27 juin par la sous-direction antiterroriste (SDAT), ainsi que d'un porte-parole pour leur participation supposée au désarmement d'une cimenterie Lafarge en décembre 2022 et à Sainte-Soline contre les méga bassines en mars dernier. Dans la soirée du 28 juin, cette colère est montée d'un cran avec des affrontements à Saint-Étienne, Lyon, mais aussi Saint-Vallier. « Ce pouvoir de plus en plus violent, fait peur aux gens

afin qu'ils restent chez-eux et qu'ils se taisent, déplore Sylvain, militant aux Vergers du Turfu, un mouvement de résistance à l'accaparement des terres agricoles face à la grosse industrie, sur la plateforme de Salaise-Roussillon. Ce qui est incroyable, c'est l'amalgame qui est fait par ce même pouvoir entre un mouvement de défense environnementale d'une profession et un mouvement terroriste. On nous assimile à des poseurs de bombes ou des assassins. Ce pouvoir a choisi le camp du lobby agro-industriel contre celui des petites exploitations et des jeunes en difficulté pour s'installer. » Denis, de l'association Vivre de Sablons, en lutte contre le pro-

jet industriel Inspira, visant à accaparer 500 ha de terres agricoles pour y installer des industries chimiques ou logistiques : « On ne dissout pas un soulèvement, on ne dissout pas la pensée. La méthode de ce pouvoir est de criminaliser la moindre opposition en la taxant de terrorisme, complotisme, fascisme dans une sorte de société binaire où si vous n'êtes pas d'accord avec la doxa du moment, vous êtes un criminel. » Pierre-Jean Serrières de la CGT affirme : « C'est une attaque de plus contre nos libertés. Partout en France les syndicats sont harcelés. On ferme des unions locales sous prétexte de bâtiments vétustes. » Jérôme, chef d'entreprise à Annonay poursuit : « Le rouleau compresseur industriel n'a plus aucune limite. Macron sait qu'il a carte blanche sur deux mandats. Il y a une disproportion entre les événements et les moyens employés par ce pouvoir. Mais je ne pense pas qu'ils arrêteront ce mouvement de 150 000 personnes. Ce sont deux modèles de société qui s'opposent. » Pour Guillaume, agroécologiste à Saint-Julien-Molin-Molette, « c'est la même méthode. Macron accélère sans passer par la démocratie tout en endormant les gens. Ce pouvoir est corrompu et dictatorial appuyé par les lobbies de l'agro-industrie. J'ai l'impression de vivre le film *V comme Vendetta*. » Et Aurélien Mourier de conclure : « Cette dissolution n'existe pas mais elle traduit l'attitude grandissante d'un pouvoir qui respecte de moins en moins le pluralisme, l'opposition et les règles démocratiques. »

Jean-Marc Astorgue

La municipalité a répondu à